Mission de Service Public

2006

القـــرض الفلاحـــي
CREDIT AGRICOLE

Sommaire

Le Crédit Agricole du Maroc, la Banque Verte

Mission de service public du Crédit Agricole 6

Environnement agricole 10

Evolution du secteur agricole 12

Conjoncture agricole internationale 12

Conjoncture agricole nationale 13

Axes Stratégiques en matière de financement à l'agriculture 23

La banque partenaire du monde rural 24

Fondation Ardi pour le micro crédit 26

Action citoyenne 28

Baisse des taux d'intérêt 29

Moyen d'actions 30

Conventions de partenariat 32

Fonds d'investissement 33

Fonds de développement agricole 35

Assurance sécheresse 35

Une nouvelle offre de financement 36

Gamme de produits et services 35

Réseau et force de vente des caisses locales et régionales 39

Evénements majeurs 40

Chiffres clés du Crédit Agricole 42

Financement du secteur agricole par le CAM 44

Réalisation en matière de décaissement agricole 44
(Répartition CT. MT, Régions etc)

Mission de service public

Partenaire naturel de l'agriculture, du monde rural et des pouvoirs publics, le CAM se déploie depuis 1961 pour le financement des exploitations agricoles, l'amélioration des structures de production et l'amélioration des conditions et du cadre de vie en milieu rural.

Le CAM est investi, de par les statuts le régissant, d'une mission de service public. La loi 15/99 stipule que le Crédit Agricole du Maroc a pour objectifs notamment de :

- Faciliter l'accession des agriculteurs à des formes modernes et rentables d'exploitation ;
- Mobiliser l'épargne nationale au profit du développement rural ;
- Développer la bancarisation des agriculteurs et des ruraux par l'offre de services financiers adaptés ;
- Appuyer la création d'entreprises agricoles et améliorer leur accessibilité au crédit ;
- Promouvoir le conseil et l'expertise au profit des exploitants agricoles en vue d'accroître leur production ;
- Valoriser la production agricole par l'intégration agro-industrielle et la commercialisation ;
- Soutenir l'économie sociale de production et de services relative à l'économie rurale.

Il peut être également chargé, par les pouvoirs publics, de toute mission d'intérêt national ou régional relative à l'agriculture et au développement rural.

Pour ce faire, l'intervention du CAM se matérialise par la mise en place de conventions spécifiques avec l'Etat portant principalement sur les opérations suivantes :

- les subventions de financement de la petite et moyenne exploitation agricole ; ces subventions peuvent être étendues aux grandes exploitations dans des cas fixés par voie réglementaire ;
- les subventions nécessaires au rééchelonnement des crédits accordés aux agriculteurs lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ;
- toute opération, aide, prime, ou bonification des taux d'intérêt décidée par l'Etat.

Le groupe Crédit Agricole est aujourd'hui une banque d'envergure nationale soumise à la loi bancaire, oeuvrant pour une exploitation optimale de toutes les synergies pour l'épanouissement du monde rural en parallèle aux efforts des pouvoirs publics.

Environnement Agricole

Conjoncture agricole internationale

CONDITIONS CLIMATIQUES

L'année 2006 a été marquée par une sécheresse persistante dans certaines régions et de fortes précipitations et inondations. En Afrique du Nord, les conditions climatiques étaient favorables notamment au Maroc où quelques régions ont subi des intempéries (Errachidia, Oujda et Merzouga).

EVOLUTION SECTORIELLE

La production et la consommation de produits agricoles augmentent plus rapidement dans les pays en développement que dans les économies développées. Cependant, comme l'indique un rapport conjoint de l'OCDE et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans les pays les plus pauvres, l'amélioration de la productivité n'est pas suffisante pour répondre aux besoins alimentaires de populations en pleine croissance.

BLE

La production a fortement chuté en 2006 (- 5,3 %)

Les prévisions concernant la production **mondiale** de 2006 s'établissent à 592 millions de tonnes, soit près de 33 millions de tonnes de moins qu'en 2005 et au-dessous de la moyenne des cinq dernières années.

Le recul de la production mondiale de blé enregistré, en 2006, s'explique par une diminution des récoltes dans certains grands pays producteurs de l'hémisphère Nord. Cela est particulièrement valable pour la **Fédération de Russie**, l'**Ukraine** et les **États-Unis**, où de mauvaises conditions météorologiques au début de la campagne ont affecté les superficies ensemencées et entravé le développement précoce des cultures.

GRAINES OLÉAGINEUSES

Selon les prévisions actuelles, la production **mondiale** de graines oléagineuses de 2006/2007 devrait augmenter de moins de 1%, ce qui représente un ralentissement considérable par rapport aux campagnes précédentes.

VIANDE

Sous l'effet du regain de confiance des consommateurs, la production mondiale de viande devrait progresser de plus de 8 millions de tonnes, pour s'établir à près de 285 millions de tonnes en 2007.

Sources

OMM : Organisation Météorologique Mondiale
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
INSEE : Première n°1141 - juin 2007
BAM : Bank Al-Maghrib

Conjoncture agricole nationale

La campagne agricole 2005-2006 a été marquée par des conditions climatiques particulièrement favorables, avec un cumul pluviométrique moyen national qui s'est élevé à 375 mm contre 228 mm en 2004-2005 et 357 mm en année normale. Cette situation a permis un redressement de la production de l'ensemble des cultures.

BALANCE COMMERCIALE AGRICOLE

Le secteur agricole occupe une place importante dans le commerce extérieur en procurant près de 12% du total des recettes d'exportation. Par contre, les importations ont représenté 16% en moyenne des échanges extérieurs durant les cinq dernières années. En effet, en 2006, les exportations se sont maintenues au même niveau que celui de 2005 et ont atteint plus de 10 milliards de dirhams. Les principaux produits exportés, à hauteur de 80% vers l'Union européenne, sont les agrumes, les primeurs et les fruits.

En ce qui concerne les importations, elles portent à concurrence de 75%, sur les produits alimentaires de base, essentiellement les blés, les huiles végétales et le sucre, en provenance des pays de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Plusieurs facteurs structurels (croissance démographique, succession d'années de sécheresse, faible niveau de croissance des exportations...) ont généré un déficit de la balance commerciale agricole et une baisse du taux de couverture des exportations par les importations.

CÉRÉALES

La superficie dédiée aux céréales d'automne a atteint 5,3 millions d'hectares en 2005/2006, soit une hausse de 6% par rapport à la campagne précédente et de 4% comparativement à la moyenne des cinq dernières années.

La production des quatre principales céréales a atteint 89 millions de quintaux, contre 42 millions en 2004-2005, enregistrant ainsi une hausse du niveau de production de 112% par rapport à la campagne agricole précédente, avec un rendement moyen de 16,7 quintaux/ha, soit le double de celui enregistré lors de la campagne précédente.

Les niveaux de production selon les espèces se situent à 19,6 quintaux/ha pour le blé dur, 20,8 quintaux/ha pour le blé tendre et 11,6 quintaux/ha pour l'orge, totalisant ainsi 88,6 millions de quintaux. Ces trois céréales ont vu leur production augmenter respectivement de 123%, 101% et 130% par rapport à la campagne agricole 2004-2005.De ce fait, les importations des blés ont chuté d'environ 34% par rapport à 2004-2005 qui a connu l'importation de 28,7 millions de quintaux de céréales.

LÉGUMINEUSES

Les superficies semées en légumineuses alimentaires (fèves, lentilles et pois chiches et petits pois), s'élèvent à 371 000 ha, soit une hausse de 6% par rapport à la campagne précédente (351.000 ha).

Quant à la production, elle s'est fixée à 3,3 millions de quintaux, soit plus que deux fois celle de l'année précédente (1,487 millions de quintaux) et de 74 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Quant au rendement, il a progressé de 114% pour atteindre 9 quintaux/ha (4,2 en 2004-2005).

CULTURES SUCRIÈRES

Les périmètres betteraviers ont connu une conjoncture marquée par des conditions climatiques et hydriques défavorables et une réticence des agriculteurs à l'égard de cette culture, essentiellement dans le périmètre du Tadla, ce qui n'a permis de réaliser le programme (67 000 ha) qu'à hauteur de 79%. Ainsi, la superficie récoltée s'est élevée à 49 700 ha pour une superficie semée de 51 000 ha, contre 69.200 ha en 2004/2005.

La récolte de la betterave à sucre a régressé de 18,3%, pour s'élever à 2,68 millions de tonnes, contre 3,6 millions de tonnes en 2004-2005, soit un rendement moyen de 54 tonnes/ha contre 51,8 en 2004-2005.

S'agissant de la canne à sucre, la superficie totale plantée s'est élevée à 16 500 ha, pour une superficie totale récoltée de 14 340 ha, contre respectivement 17.200 et 13 380 en 2004-2005.

La production s'est établie à 996 617 tonnes en progression de 26,75% (786.254 en 2004-2005). Le rendement moyen à l'ha s'est hissé à 69,5 tonnes/ha contre 58,7 tonnes/ha un an auparavant.

CULTURES OLÉAGINEUSES

Graines oléagineuses

Les superficies récoltées en tournesol ont atteint 29 000 ha, en régression de 45% par rapport à la campagne précédente (53.300 ha). La production a chuté de 5,7% pour se situer à 33 000 tonnes au lieu de 35 000 un an auparavant, avec une nette amélioration des rendements qui sont passés de 6,8 quintaux/ha en 2005 à 11 quintaux/ha en 2006.

L'olive

Durant la campagne 2005-2006, la superficie oléicole a connu une extension de 10 000 ha passant de 590.000 ha en 2004-2005 à 600 000.

La production d'olives a atteint 750 000 tonnes en hausse de 50% par rapport à la campagne précédente. Cette production a engendré 75 000 tonnes d'huiles d'olive (+50%) et 90 000 tonnes d'olive de table industrielle (+15%). S'agissant des exportations d'olives de table, les réalisations au titre de 2006 se sont situées autour de 60 000 T, en diminution de 19% par rapport à l'année 2005 (74 000 tonnes).

Les exportations d'huile d'olive ont enregistré quant à elles des tonnages de 31 000 tonnes contre 25 000 tonnes en 2004. L'olivier constitue la principale spéculation fruitière au Maroc, soit près de 55% du verger arboricole national. Son importance se justifie par la qualité et les effets bénéfiques de ses produits sur la santé des populations méditerranéennes pendant des siècles.

Bien que l'olivier intéresse tout le territoire national, la répartition géographique de ce patrimoine fait ressortir trois grandes zones oléicoles bien distinctes :

Zone	Superficie en ha	Principales oliveraies
Montagnes	220 000 (37 %)	Taounate, Taza, Ouezzane, Chefchaouen, Azilal, Khénifra, Al hoceima, Amizmiz...
Irrigué	230 000 (38 %)	Haouz, Tadla, Oasis...
Bour favorable	150 000 (25 %)	Meknès, Fès, Sefrou, El Hajeb, Gharb, Loukkous...

L'oléiculture nationale est constituée essentiellement de la variété population "Picholine Marocaine" qui représente plus de 96% des plantations. Le reste, soit 4%, est constitué de plusieurs variétés, en particulier : Picholine du Languedoc, Dahbia et Mesllala concentrées essentiellement en irrigué (Haouz, Tadla, El Kelaâ) et de quelques variétés espagnoles et italiennes (Picual, Frantoio, Manzanille, Gordal Sévillane, Arbéquine etc...).

La variété population " picholine marocaine " est caractérisée par :

- sa forte adaptation aux conditions pédoclimatiques marocaines,
- sa double finalité olives de table et huile,
- sa qualité d'huile.

Les densités les plus répandues se situent entre 80 et 100 plants/ha, certains vergers modernes ont utilisé des densités plus importantes allant jusqu'à 400 plants/ha. Récemment des vergers conduits en super intensif ont été créés utilisant des hautes densités allant jusqu'à 1852 plants /ha et des variétés étrangères adaptées à ce mode de conduite : Arbequine, Arbosana, Koroneiki, Frontoio...

La production nationale d'olive est destinée à hauteur de 75 % à la trituration et 25 % à la conserverie. La transformation des olives se fait par :

- un secteur moderne composé de 302 unités industrielles ou semi industrielles ayant une capacité de transformation de prés de 600.000 T (470.000 T pour la trituration et 130.000 T pour la conserverie).

- un secteur traditionnel : 16.000 maâsras, dont la capacité de trituration est évaluée à près de 170.000 T.

CULTURES MARAÎCHÈRES

Les superficies dédiées aux cultures maraîchères de primeurs au cours de la campagne 2005-2006 ont porté sur 29 500 ha, en légère hausse de 3% par rapport à la campagne précédente (28.500 ha).

La production globale s'élève à 1,4 million de tonnes de primeurs, soit une hausse de près de 7,6% par rapport à la campagne précédente (1,3 million de tonnes), dont 574 000 tonnes ont été exportées contre 530.000 en 2004-2005 (+8,3%).

Les superficies globales dédiées à la tomate au cours de cette campagne sont de 6 200 ha, se situant au même niveau que la dernière campagne, avec une production totale de l'ordre de 698 000 tonnes contre 627.000 tonnes en 2004-2005. Les exportations ont enregistré une légère hausse avec 238 500 tonnes contre 236 700 en 2004-2005.

La superficie réservée à la pomme de terre est de 7 000 ha, soit le même niveau que la campagne précédente (7.100 ha). La production est de l'ordre de 130 000 tonnes, avec une régression des exportations de 28% pour se situer à 32 400 tonnes contre 45.000 en 2004-2005.

Pour sa part, la filière des légumes et fruits divers a connu un développement accéléré, accompagné par une expansion notable des exportations, qui sont passées de 250.000 tonnes à l'issue de la campagne 2004-2005 à 303 000 tonnes au cours de cette campagne. Ces exportations ont concerné principalement les haricots (102 000 tonnes), les poivrons/piments (46 000 tonnes), les courgettes (48 000 tonnes), les melons (45 000 tonnes) et les fraises (22 000 tonnes).

AGRUMES

La campagne 2005-2006 a enregistré une production d'agrumes de l'ordre de 1,350 million de tonnes, soit une augmentation de 2,3% par rapport à la campagne précédente (1,320 million de tonnes).

Cette amélioration de la production s'est répercutée sur le niveau des exportations qui ont enregistré une hausse de 10 % par rapport à la campagne précédente, avec un volume de 540 000 tonnes.

PRODUCTIONS ANIMALES

Bénéficiant des conditions climatiques favorables, l'activité de l'élévage a enregistré une hausse. Ainsi les effactifs du cheptel ovin et bovin ont progressé respectivement de 2,3% et 1,2%.

La production de viande rouge, évaluée à 326 600 tonnes, a enregistré une progression de 1,6% par rapport à l'année 2005, alors que celle des viandes blanches s'est fixée à 370 000 tonnes, en régression de 3,9%.

Pour sa part, la production laitière a accusé une augmentation de 6,4% pour se situer à 1,5 milliard de litres, au moment où la production d'oeufs de consommation a enregistré une baisse de 6,7%.

IRRIGATION

Apports d'eau :

Les apports d'eau enregistrés au niveau des barrages à usage agricole durant la campagne agricole 2005-2006 ont atteint 6,05 milliards de m^3. Soit des apports excédentaires par rapport à ceux de la précédente campagne de +65%.

Les apports d'eau au niveau des barrages à usage agricole ont connu des déficits par rapport aux apports moyens, variant de 35% (bassins d' Oum Errabia) à 62 % (bassins du SOUSS MASSA, TAFILALET et DRAA).

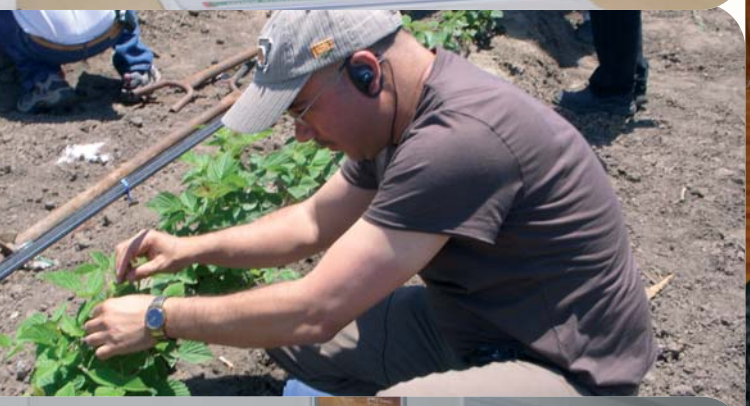
La dotation d'eau d'irrigation allouée aux périmètres dominés par les barrages durant la campagne agricole 2005-2006 était de 3,03 milliards de m^3 soit 60% de la dotation normale. 2,477 milliards de m^3 ont été consommés durant la campagne 2005-2006.

EMBLAVEMENTS

La superficie emblavée dans les périmètres dominés par les barrages a atteint 517 124 Ha soit environ 126% de la superficie programmée en début de campagne. Ainsi, ce taux n'a atteint que 55% en 2006 avec toutefois une progression par rapport à 2005 (53%).

Axes Stratégiques en matière de financement à l'agriculture

La Banque partenaire du monde rural



ACTIVITÉ DU MICRO CRÉDIT

S'agissant de l'activité de la Fondation, elle a enregistré en 2006 de bonnes performances et un développement soutenu par rapport aux résultats enregistrés durant les précédents exercices. Ainsi, son réseau compte 34 antennes contre 24 à fin 2005 (+42%).

Cette extension du réseau a généré 8.091 nouveaux clients actifs, portant ainsi le nombre total de clients à 21.914 contre 13.823 en 2005 (+58,5%) et un renforcement des ressources humaines par le recrutement de nouveaux agents de crédit dont l'effectif est passé de 57 en 2005 à 78 en 2006.

Les décaissements effectués au cours de cet exercice ont atteint 97,5 millions de dirhams au lieu de 50 millions en 2005. Ainsi, le montant des décaissements cumulés s'est situé à fin décembre 2006 à 147,5 millions de dirhams pour 62.768 prêts contre 67 millions de dirhams en 2005, enregistrant une croissance du portefeuille prêt de 120%. Les secteurs d'activité desservis sont l'agriculture (47%), le commerce (23%), l'artisanat (19%) et les services (11%).

A la clôture de l'exercice 2006 et sur un encours de 37 millions de dirhams (+84% comparé à 2005), le taux de recouvrement a été de l'ordre de 99%. La Fondation ARDI s'est vue décerner une distinction honorifique par les Nations Unies (FAO) pour ses interventions dans la lutte contre la pauvreté et sa contribution au développement du monde rural.

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA FONDATION ARDI

La Fondation ARDI ambitionne de devenir le leader de la micro finance en milieu rural. Pour cela, elle a mis en place un ambitieux programme de développement qui portera son réseau à 300 antennes couvrant les différentes régions du territoire national à l'horizon 2010, ce qui lui permettra de servir efficacement plus de 200 000 clients actifs et de porter ses encours à 1100 MDhs.

ACTION CITOYENNE

Dans le cadre de l'action citoyenne, la Banque a œuvré pour intensifier son intervention dans le domaine du développement durable et de l'appui aux actions d'intérêt social et de développement humain notamment à travers l'octroi de dons aux associations, l'appui à la création et au développement de petits et micro-projets créateurs de revenu et d'emploi ainsi que la contribution à la protection de l'environnement.

Au cours de l'année 2006, les engagements de la banque en matière d'action citoyenne ont enregistré une augmentation importante par rapport à l'exercice précédent. En effet, la valeur des montants engagés est passée de 2 à 5 millions dh entre 2005 et 2006, soit une augmentation de l'ordre de 150%. Les actions ont concerné différents domaines dont notamment :

- la participation aux opérations " Sanabil " (distribution de vêtements et de denrées alimentaires aux enfants scolarisés et résidant dans des régions à hiver rude), " solidarité nationale " et " Ramadan " aux côtés de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité ;
- L'octroi de dons à différentes associations et organisations œuvrant pour le développement social (dons en faveur des handicapés, SOS autisme, parrainage de trois écoles rurales, aide à la scolarisation des enfants notamment en milieu rural etc..),
- Contribution à Beit Mal Al Kods ;
- Sport, santé et culture (contribution au financement du projet d'aménagement d'un terrain de sport à Errachidia, contribution financière à l'organisation de la " caravane médicale ", sponsoring de différentes manifestations socio-culturelles etc...) ;
- Accompagnement de la Fondation Mohammed V dans l'opération de protection de l'environnement ;

A la fin de l'exercice 2006, des conventions de partenariat avec la fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement d'une part, et la Fondation de gestion du Centre National Mohammed VI des Handicapés, d'autre part, ont été établies et ont pour objet :

- d'apporter une contribution financière au projet de sauvegarde et de valorisation de la palmeraie de Marrakech, au profit de la première fondation ;
- de participer à l'équipement du Centre des Handicapés, pour la deuxième fondation.

L'exécution des dispositions des deux conventions interviendra au cours de l'exercice 2007.

BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT

Dans ses efforts de soutien aux agriculteurs, le Crédit Agricole du Maroc a décidé la baisse des taux d'intérêt des crédits à l'agriculture, court terme (à 5%) et moyen terme (à 5,5%). Cette action a permis de :

- Insuffler une nouvelle dynamique de croissance du secteur de l'agriculture,
- Donner un signe fort aux clients agriculteurs ayant tenu régulièrement leurs engagements envers la banque,
- Réactiver le portefeuille clientèle agricole,
- Assainir au mieux les flux et les créances en souffrance et conquérir de nouveaux clients.

Moyens d'Action

CONVENTIONS DE PARTENARIAT

Afin d'insuffler une nouvelle dynamique de croissance et de modernisation de l'agriculture et conquérir de nouveaux clients agriculteurs, l'année 2006 a été marquée par la signature de plusieurs conventions :

- Convention de partenariat avec l'Association APEFEL pour la mise à niveau de la filière fruits et légumes, prenant en compte l'importance que revêt le secteur des fruits et légumes dans l'agriculture et sa contribution dans le développement des exportations ;

- Convention de partenariat CAM-MFB pour le financement des exportations des affiliés du MFB dans les meilleures conditions ;

- Convention de partenariat CAM-GEDA pour le financement des exportations des affiliés du GEDA dans les meilleures conditions.

FONDS D'INVESTISSEMENT

De même, le CAM a participé à la mise en place d'un certain nombre de fonds dédiés au développement de l'agriculture marocaine.

FONDS TARGA

Le but du fonds est de prendre des participations dans des projets, dans la région de Sous-Massa-Draa, de création ou extension, créateurs de valeurs et intervenant notamment dans le conditionnement, la commercialisation et la transformation des produits suivants : Argane et les produits dérivés de l'Arganier, Miel, Safran, Amandes et de manière générale, tous les produits régionaux.

FONDS IGRANE

Ce Fonds de 200 millions de dirhams a été mis en place pour contribuer dans des entreprises susceptibles d'avoir un impact structurel sur la Région du Souss Massa Draâ en terme d'emplois, de croissance économique, d'exportations, de valorisation de l'agriculture, de la pêche, du tourisme ou encore de mise à niveau des infrastructures régionales.

Le Fonds investira essentiellement dans le cadre de projets de développement d'entreprises en joint-venture ou en croissance et opérant dans la Région du Souss Massa Draâ au sein de filières à fort potentiel de développement.

FONDS AGRAM INVEST

L'objectif de AGRAM INVEST, fonds de 200 millions de dirhams, est de contribuer à la valorisation des matières premières agricoles et de favoriser la montée en puissance d'une industrie agro-alimentaire locale.

FONDS D'INVESTISSEMENT DE LA RÉGION DE L'ORIENTAL

Il est dédié à l'investissement dans des entreprises susceptibles d'avoir un impact structurel sur le développement économique de la Région de l'Oriental.

Le Fonds visera des projets de capital investissement et/ou développement, de pré amorçage et d'amorçage. Les projets concerneront les secteurs d'infrastructures, touristiques et para touristiques. La taille du Fonds est de 300 millions de dirhams.

FONDS D'INVESTISSEMENT OLEA CAPITAL

Initié conjointement par le Crédit Agricole du Maroc et Société Générale Asset Management Alternative Investments (France), le fonds OLEA CAPITAL se donne pour objectif de structurer, financer et gérer le développement d'une filière agro-industrielle de production d'huile d'olive extra vierge au Maroc.

Conforme aux standards internationaux de coût et de qualité, la production sera principalement commercialisée sur les marchés internationaux.

Au plan financier, ce fonds présente toutes les composantes d'une structure de capital investissement. Avec un montant de 600 millions de dirhams de fonds propres levés auprès d'investisseurs et de 1,2 milliard de dirhams de dette bancaire et un horizon de placement de 12 ans, le fonds cible un taux de rentabilité de l'ordre de 25%.

En outre, il bénéficie de l'adossement à la Société Générale, groupe financier international de premier ordre notamment dans les activités de structuration et de gestion de fonds, de l'expertise financière et technique ainsi que de la capacité du Crédit Agricole du Maroc à ancrer le projet dans le tissu économique et bancaire marocain.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Durant l'année 2006, les réalisations financières du Fonds de Développement Agricole, subventions et primes aux investissements agricoles, ont atteint 491,8 Millions de Dirhams, soit 86% du montant alloué par le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes.

Quant aux réalisations physiques, notre réseau de Caisses Régionales a distribué des subventions d'une enveloppe globale de 381,5 Millions de Dirhams : 302,4 Millions de Dirhams de subventions aval et 79,1 Millions de Dirhams de subventions amont. Le nombre total de dossiers s'élève à 13 546 dossiers.

Les primes accordées à certains investissements agricoles, sont de l'ordre de 67,9 Millions de Dirhams pour 4 679 dossiers.

Par ailleurs, notre Etablissement continue à accorder aux agriculteurs son soutien sous forme d'"avances sur Subventions FDA" leur permettant de disposer de 70 % du montant dès l'accord de la subvention.

ASSURANCE SÉCHERESSE

Le programme de garantie de la production céréalière contre la sécheresse au titre de la campagne 2006/2007 a porté sur une superficie globale de 300 000 hectares, identique à celle de la campagne précédente.

Les adhésions recueillies par le CAM ont porté sur 6.071 souscriptions contre 8.037 en 2005/2006 (-18%), couvrant 70.076 hectares, soit 23% de la superficie programmée (29.3% en 2005/2006 avec 88.000 hectares).

Quant aux indemnisations relatives à l'assurance sécheresse au titre de la campagne agricole 2005/2006, elles ont totalisé 5.2 millions de dirhams contre 105.3 millions de dirhams en 2004/2005.

GAMME DE PRODUITS ET SERVICES

Dans l'objectif d'asseoir et de développer sa politique d'innovation et d'adaptation de son offre, le Crédit Agricole du Maroc a élaboré et mis en place, durant l'année 2006, de nouveaux produits visant à améliorer les services à la clientèle et à contribuer à la modernisation des moyens de production agricole.

UNE NOUVELLE OFFRE DE FINANCEMENT

Afin de dépasser les contraintes actuelles liées au financement des exploitations agricoles et notamment les petites et moyennes d'entre elles (PMEA), et pour atteindre un seuil optimal d'octroi de crédit tout en maîtrisant les risques de non remboursement, le Crédit Agricole du Maroc a développé une nouvelle approche de financement de l'agriculture.

La démarche adoptée repose sur un système d'appréciation segmentant la clientèle en classes avec une offre et un taux d'intérêt adaptés à chaque catégorie de clients.

Ce système tient compte des critères suivants :

- Les caractéristiques de l'exploitation ;
- La nature et l'historique de la relation de l'agriculteur avec la banque ;
- Le surplus de l'exploitation et la capacité de remboursement ;
- La diversité de la production agricole ;
- Les garanties.

Parmi les objectifs résultant de ce système, il y a :

- L'élargissement de la possibilité de financement au plus grand nombre de petits agriculteurs, avec l'ambition de financer 300.000 agriculteurs à l'horizon 2008 ;
- La systématisation de l'opération d'octroi de crédits et l'évaluation des risques de manière automatique ;
- La simplification des procédures ;
- Le respect des règles de transparence et d'objectivité dans la réalisation des opérations ;
- La réduction des délais de réponse ;
- L'adaptation du montant des crédits accordés et des taux d'intérêts au degré de risque ;
- Le maintien du caractère saint des crédits.

Dans le cadre de cette nouvelle approche, les modalités de financement ont été revues afin de s'adapter aux réalités de l'agriculture marocaine qui connaît des perturbations climatiques.

Dans ce cadre, le Crédit Agricole a mis en place un nouveau produit :

CRÉDIT ACHAMIL

Ce produit constitue une véritable rupture avec le passé avec la mise en place d'un crédit global regroupant en une seule décision tous les crédits de campagne nécessaires au financement des besoins d'une exploitation agricole.

Parmi ses particularités :

- L'adoption d'une formule souple qui s'adapte aux campagnes agricoles non régulières ;
- Le renouvellement sur 5 ans dans la perspective de la compensation des flux des années difficiles par les excédents des bonnes années ;
- L'octroi de facilités permettant à l'agriculteur de subvenir aux besoins immédiats et de poursuivre son activité, dans le cas de conditions climatiques difficiles.

CREDIT AL ISTITMAR

Le Crédit Mécanisation est la solution appropriée au développement de l'équipement des exploitations agricoles marocaines en matériel agricole. Ce Crédit est élaboré sur la base d'une convention de partenariat entre le CAM et l'Association des Marchands Importateurs de Matériel Agricole.

CREDIT SAQUII

Le Crédit SAQUII permet le financement des propriétés agricoles en système d'irrigation localisée et/ou de complément. La quotité de financement peut atteindre 100% du programme d'investissement d'irrigation qui intègre une avance sur le soutien de l'Etat.

CRÉDIT RECONVERSION

Financement de tout le processus de reconversion des cultures non rentables en olivier. Peuvent en bénéficier toute exploitation agricole, gérée en propriété ou en location, présentant un programme d'investissement rentable de reconversion vers l'olivier ainsi que les exploitations désirant intensifier et améliorer le mode de conduite de leurs oliveraies.

CRÉDIT KHADAMAT

Pour créer un environnement adapté au monde rural, le Crédit Agricole du Maroc a mis en place un nouveau produit dont le but est d'encourager la création de petites entreprises de services pour attirer les compétences dans le monde rural et qui peut assurer un encadrement de l'agriculteur de façon efficace. Financement des entreprises de service en milieu rural : bureaux d'études et d'expertise, laboratoires d'analyse de l'eau, du sol et du végétal, entreprises d'encadrement, tourisme rural, vétérinaires, médecins, géomètre, topographes,...

AGENCES MOBILES

Dans le cadre de sa stratégie pour le développement d'un réseau de proximité, le Crédit Agricole du Maroc met en place des Agences Mobiles qui :

- fonctionnent sept jours sur sept selon un programme et un itinéraire donnés ;
- touchent tous les souks et consolident ainsi la vocation du Crédit Agricole du Maroc en tant que banque rurale de proximité ;
- participent à la bancarisation du monde rural ;
- permettent la dématérialisation des services bancaires destinés au monde rural.

Ces Agences Mobiles sont chargées de réceptionner les demandes de crédit, procéder aux décaissements des crédits accordés à la clientèle, exécuter les opérations de recouvrement et intervenir auprès de la clientèle impayée pour régler son exigible. De même, elles ont mission de :

- Développer et promouvoir la collecte de l'épargne en procédant à l'ouverture de comptes dépôts pour le compte de l'agence de rattachement.
- Exécuter les opérations de versement et de retrait.
- Promouvoir les produits de notre Banque.
- Procéder au règlement des pensions BRED.

Actuellement au nombre de 11, les Agences Mobiles doivent atteindre 100 unités à l'horizon 2008.

RÉSEAU & FORCE DE VENTE DES CAISSES LOCALES ET RÉGIONALES

Dans le cadre du recadrage de son plan commercial, le Crédit Agricole du Maroc a procédé en 2006 à une importante restructuration de son réseau qui vise à améliorer l'encadrement de l'activité des points de vente pour une meilleure maîtrise des risques opérationnels et un recentrage des efforts des agences sur le métier commercial agricole et les marchés cibles.

Par ailleurs, une attention particulière a été accordée au réaménagement d'anciennes agences ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux points de vente en ligne avec le développement de l'activité du Crédit Agricole et son ambition de couvrir l'ensemble du territoire national. Ainsi, au cours de l'exercice 2006, il a été procédé à l'ouverture de trente (30) agences qui sont venues étoffer le réseau de la banque.

Parallèlement à la création de nouvelles agences, le Crédit Agricole du Maroc a également procédé en 2006, à l'aménagement de dix (10) locaux de Caisses Locales déjà opérationnelles situées à Souk Larbaa, Zaio, Skhirate, Driouch, Lalla Mimouna, Ouled Said, Ouled Abbou, Bouknadel, Tiflet et Meknès.

Evénements majeurs

FORUM DE L'INVESTISSEMENT DANS L'OLIVE I

Le forum de l'investissement dans l'olive est le premier espace d'affaires initié par le Crédit agricole du Maroc, dans le but de conjuguer la promotion de l'investissement et la diffusion des différentes expériences tant nationales qu'internationales dans le domaine oléicole.

Le forum a été pensé et organisé pour permettre à tous les intervenants du domaine, d'investir dans un secteur fort prometteur qu'est l'oléiculture ; à même de créer un véritable levier de développement du monde rural marocain.

Organisé en espaces de rencontres, de conseil et de soutien en matière de financement agricole, il a permis aux porteurs de projets d'être conseillés et d'obtenir une information complète sur les possibilités d'investir dans l'oléiculture.

Le succès de cet événement a montré à quel point l'agriculture fait aujourd'hui partie intégrante de l'évolution et du développement du monde rural.

SIAGRIM I

La première édition du Salon International de l'agriculture au Maroc, véritable plate forme pour tous les acteurs du monde agricole, a été l'occasion de mettre en exergue l'importance du monde agricole et de montrer ses atouts pour relever le défi de la concurrence et faire face aux retombées de la mondialisation. C'était :

- Une tribune pour montrer toutes les facettes du schéma global de la production agricole nationale et des différents maillons de ses filières,
- Un vecteur de communication et d'échanges entre les acteurs de l'agriculture marocaine et de promotion et la valorisation de ses produits.

A travers sa participation en tant que partenaire de cet événement d'envergure nationale et internationale, le Crédit Agricole, institution universelle citoyenne a confirmé son ambition de jouer pleinement son rôle de levier capital dans le développement économique du monde rural.

OLEA CAPITAL

Le fonds d'investissement OLEA Capital se donne pour objectif de structurer, financer et gérer le développement d'une filière agro-industrielle de production d'huile d'olive extra vierge au Maroc.

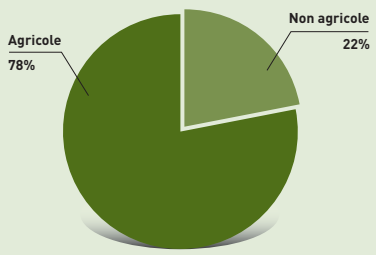
Par son dimensionnement et sa conception, le projet OLEA Capital est de nature à mettre en place une filière oléicole marocaine alliant tradition au plan national et rentabilité au plan mondial.

A terme, dans un pays où la production et la consommation de l'huile d'olive sont solidement ancrées dans la culture, OLEA Capital, bénéficiant de techniques financières de pointe, devrait contribuer à développer et viabiliser un pan entier de l'économie agro-industrielle marocaine.

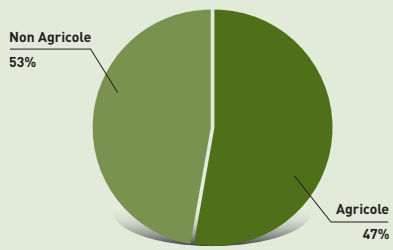
Chiffres Clés

Situation des encaissements, décaissements et encours par type/Rubrique en 2006

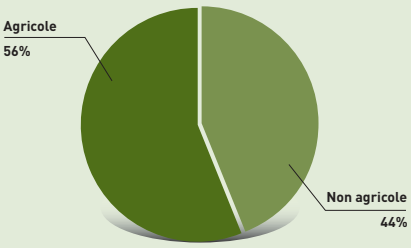
Encaissement par type en 2006



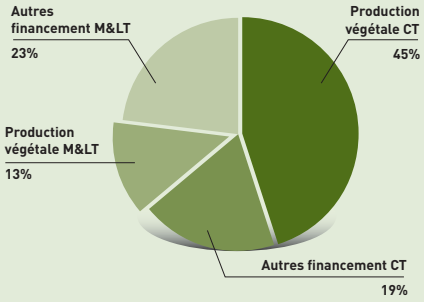
Décaissement par type en 2006



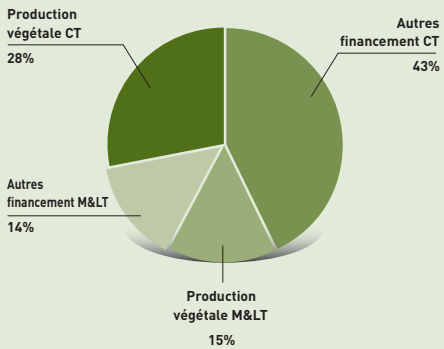
Encours par type en 2006



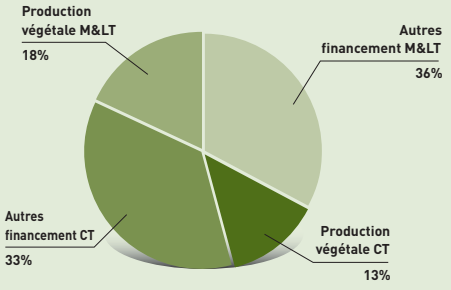
Structure des encaissements par rubrique au 31/12/06



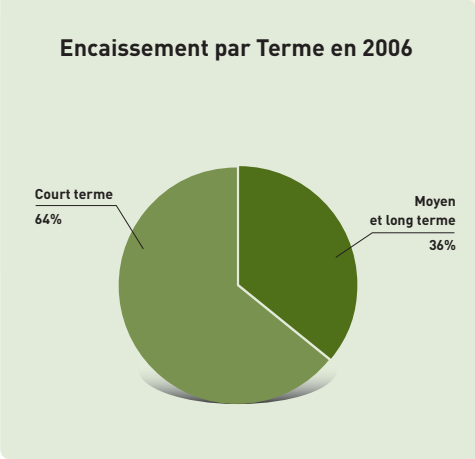
Structure des décaissements par rubrique au 31/12/06

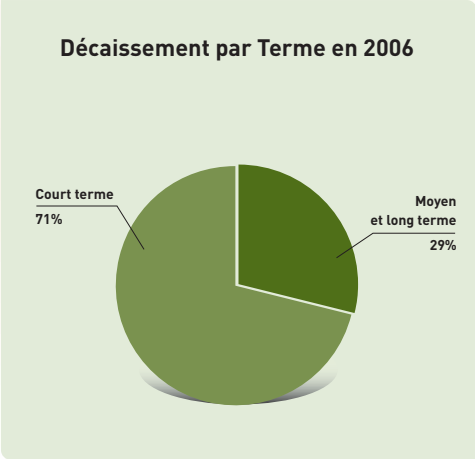


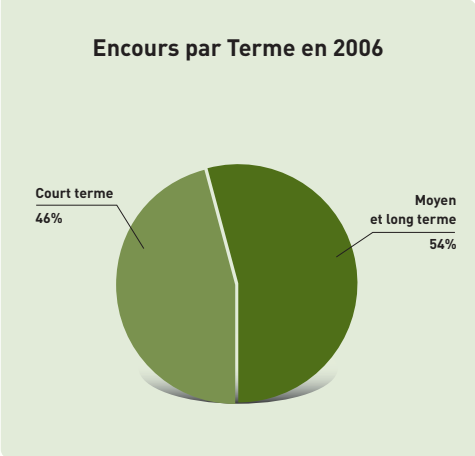
Structure des encours par rubrique au 31/12/06

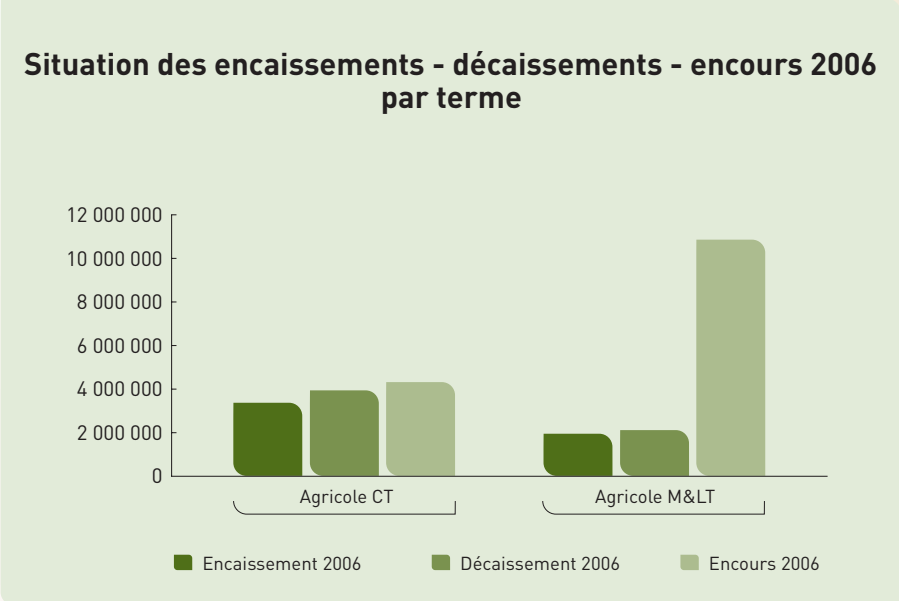


Situation des encaissements, décaissements et encours par terme en 2006









القرض الفلاحي
CREDIT AGRICOLE

28, rue Abou Faris Al Marini • B.P. 49 • 10 000 Rabat
Tél. (212-37) 20 82 19 à 26 • Fax. (212-37) 70 78 32 • www.creditagricole.ma